

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

Grenoble, le

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2024

Contexte et constats

publié sur 
ECOAT OPERATIONS
Rue Gaston Monmousseau
38150 Salaise-sur-Sanne

Références : 2024-Is032SPF

Code AIOT : 0006114460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement ECOAT OPERATIONS implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOAT OPERATIONS
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006114460 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Ecoat a pour objectif la production industrielle de polymères biosourcés (résines alkydes issues du pin) destinés à l'industrie des peintures et revêtements. Ces produits sont développés dans les laboratoires d'ECOAT situés à Grasse où se situe aussi le siège social de l'entreprise. Le pilote et l'unité de production sont basés sur la plateforme chimique de Roussillon à Salaise sur Sanne (bâtiment F32 utilisé précédemment par RHODIA OPERATIONS pour la production d'oxadiazon).

Pour rappel, la capacité maximum de production d'ECOAT est de 30 000 t/an. L'entreprise présente une bonne progression de la production depuis 2015 (15 tonnes en 2015, 400 tonnes en 2018 et environ 1200 tonnes en 2019 et le prochain investissement vise à atteindre les 10 000t/an).

L'entreprise fonctionne en 3x8.

Les produits sont actuellement distribués en France (Leroy Merlin, Castorama), en Belgique et en Suisse.

Sur le plan administratif, le site est classé à Autorisation pour sa fabrication en quantité industrielle de matières plastique de type polymères, et pour la présence de procédés de chauffages utilisant des fluides caloporteurs.

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- le risque incendie et de pollution accidentelle lié au stockage de produits inflammables et dangereux pour l'environnement ;
- Le risque d'explosion lié à la perte d'intégrité du réacteur du process.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Stockage des produits
- Rejets atmosphériques

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 Mois
4	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 Mois
7	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	12 Mois
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 3.2.2.	/	Demande d'action corrective	3 Mois
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 3.2.3.	/	Demande d'action corrective	6 Mois
10	Propreté	Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 2.3.1	/	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)	Lettre de suite préfectorale	
3	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Lettre de suite préfectorale	
5	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Lettre de suite préfectorale	

6	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Lettre de suite préfectorale	
---	-----------------	---	------------------------------	--

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Suite à la visite, l'Inspection des Installations Classées formule 7 demandes d'actions correctives (voir ci-dessous).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17

Thème(s) : Produits chimiques CLP

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 22/03/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial :

Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.

Constats :

Pour rappel, lors de l'inspection menée le 22 mars 2023, l'Inspection des Installations Classées avait constaté que certains étiquetages des stockages présents sur site n'étaient pas en français ou ne respectaient pas la réglementation européenne (CLP) en vigueur. Certains produits, non utilisés par l'exploitant, n'étaient même pas étiquetés.

Dans sa réponse formulée le 20 octobre 2023, l'exploitant a indiqué avoir élaboré des étiquettes conformes à la réglementation et faire un suivi des étiquetages des contenants (IBC et cuves de stockage). Il a indiqué que les produits non utilisés et stockés sur son site ont été enlevés. Les produits ont été revalorisés ou mis à la destruction. L'Inspection a demandé de voir les bordereaux de suivi de déchets concernés sur Track Déchets :

- 19 mai 2023 : produits périmés - statut : traité - C'est conforme.

- 23 mai 2023 : huiles usagées – statut : « traité avec rupture de traçabilité » - c'est conforme.


Au total, en mai 11,26 tonnes de produit usagés et huiles non utilisées ont été pris en charge comme "déchet". C'est satisfaisant.

La visite sur site a permis de constater que l'exploitant s'est amélioré sur l'étiquetage de ses produits. La difficulté principale revient à ce que la majorité des matières premières et des produits finis sont stockés dans des IBC à étiqueter individuellement. Néanmoins, une marge de progression est encore possible, comme il a pu être constaté sur site, notamment sur l'étiquetage des produits finis (aucun IBC étiqueté dans la zone).

L'Inspection insiste sur la récurrence de cette non-conformité, même si elle note une amélioration de la situation. Comme évoqué par l'exploitant, la mise en place de réservoirs pour le stockage des produits pourrait permettre une meilleure gestion des stocks. Dans l'attente de cette installation, l'exploitant est dans l'obligation de respecter le bon étiquetage de ses produits chimiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant doit étiqueter correctement tous ses produits selon la réglementation européenne. Un nouveau constat de non-conformité fera l'objet de suite administrative.

Respect de la prescription :		Non Conforme
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande d'action corrective	
Proposition de délais :	2	Mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)

Thème(s) : Produits chimiques REACH

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 22/03/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

Pour rappel, lors de l'inspection menée le 22 mars 2023, l'Inspection des Installations Classées avait constaté des non-conformités sur les fiches de données sécurité (FDS) de l'exploitant (langue, ancienneté).

Dans sa réponse formulée le 20 octobre 2023, l'exploitant a indiqué avoir mis à jour la grande majorité de ses FDS.

L'exploitant a signalé utiliser un nouveau logiciel, permettant de gérer la base de données de FDS en salle de contrôle en parallèle des fiches format papier. Ces dernières ont fait l'objet d'une mise à jour. Par contre, l'exploitant a signalé que toutes les fiches ne sont pas en français, certains fournisseurs refusant de les traduire de l'anglais vers le français. L'Inspection des Installations Classées rappelle que cette obligation est liée au règlement REACH, qui est européen et qui concerne aussi les fournisseurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 : L'exploitant pourra rappeler à son fournisseur les obligations légales européennes liées au règlement REACH.

Respect de la prescription :  Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI

Thème(s) : Risques chroniques Capacités de rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 22/03/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]

Constats :

Pour rappel, lors de l'inspection menée le 22 mars 2023, l'Inspection des Installations Classées avait constaté que les deux cuves d'huile de Tall (capacité unitaire : 67 m³) étaient chacun associées à une rétention de 60 m³, contrairement à la prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Dans sa réponse formulée le 20 octobre 2023, l'exploitant a indiqué que, suite à des mesures prises sur le site et contrairement à ce qui avait été affiché sur les plans, les rétentions liées à des cuves de 67 m³ avaient bien une capacité unitaires de 100 m³ **ce qui est conforme**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2 : L'exploitant mettra à jour ses plans, sur les volumes des rétentions associées.

Respect de la prescription :  Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI

Thème(s) : Risques chroniques Entretien de la rétention et gestion des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 22/03/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

Constats :

Pour rappel, lors de l'inspection menée le 22 mars 2023, l'Inspection des Installations Classées avait constaté le mauvais entretien général de :

- la rétention des cuves d'huile de Tall ;
- la rétention extérieure ;
- la rétention contenant un réservoir pour le fluide caloporteur de la chaudière.

Dans sa réponse formulée le 20 octobre 2023, l'exploitant a indiqué avoir mis en place toutes les actions nécessaires au bon nettoyage de ces cuves.

Il a été constaté sur site le bon nettoyage des rétentions. L'exploitant a mis en place d'un processus de vidange de la fosse extérieure lorsque qu'elle est remplie à 75% de sa capacité par de l'eau de pluie. Pour rappel, cette fosse extérieure est reliée à la zone de stockage des liquides inflammables (zone A1).

Sur ce point, l'Inspection constate que le seuil de vidange de cette rétention, d'une capacité de 97 m3 est très haut. En cas de remplissage à 75% avec de l'eau de pluie de la rétention, celle-ci ne serait en capacité que de stocker que 24,25 m3 de liquides inflammables. Or, il a été constaté sur site que la quantité de produits stockés dans la zone A1 dépasse largement ce volume. **Ce n'est pas satisfaisant.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°2 : L'exploitant devra montrer que le volume **utile** (hors volume occupé par l'eau de pluie) de la rétention extérieure permet de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel

du 4 octobre 2010.

Observation : Une mise à l'abri de cette fosse pourrait être envisagée.

Respect de la prescription :  Non Conforme

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III

Thème(s) : Risques chroniques Produits incompatibles et réservoirs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 22/03/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage


Constats :

Pour rappel, lors de l'inspection menée le 22 mars 2023, l'Inspection des Installations Classées avait constaté que la cuve de stockage d'huile de Tall ne possédait pas de mesure de niveau, ce qui avait entraîné son débordement lors d'un incident en mars 2023.

Dans sa réponse formulée le 20 octobre 2023, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un dispositif de mesure de niveau sur tous les réservoirs utilisés, permettant de tracer le remplissage des cuves en temps réel.

Lors de la visite, l'exploitant a affirmé utiliser 5 cuves (3 de matières premières et 2 de produits finis), qui sont bien toutes équipées de mesures de niveau. Une phase d'automatisation et de retransmission de cette information est prévue au printemps 2024. Un premier test concluant a été réalisé sur la cuve d'huile de Tall, et l'inspection a été l'occasion de vérifier la bonne mise en place du retour de l'information en salle de contrôle.

L'objectif final de cette action est de sécuriser le processus et augmenter les capacités stockées (avec l'utilisation des 8 cuves non utilisées sur le site). L'exploitant a mis en place des alertes de seuils de remplissage haut (85%) et très haut (90%) qui seront, dans un futur proche, reliés à la sécurisation d'une vanne de déchargement des camions citernes. L'Inspection note que ce projet serait une amélioration notable de la gestion du dépotage.

Respect de la prescription :  Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 6 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels Etat des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 22/03/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.


Constats :

Lors de l'inspection du 22 mars 2023, il avait été constaté que l'état des stocks du site ne permettait pas d'identifier le stock de matières combustibles non dangereuses (IBC, cartons, etc...) et les mentions de dangers des produits ainsi que leur classement sous une rubrique ICPE.

Un nouvel état des stocks, accessible à tout moment à la cellule de crise de la plateforme chimique d'Osiris, en cas d'événement affectant le périmètre d'Ecoat a été mis en place par l'exploitant.

Le nouvel état des stocks, vu en inspection, inclut la nomenclature complète, les mentions de dangers associées et les rubriques ICPE correspondantes. Les matières combustibles non dangereuses (IBC vides neufs et usagés) présentes ont été incluses.


L'Inspection des Installations Classées constate une amélioration du formalisme et de la disponibilité de l'état des stocks de l'exploitant qui répond aux prescriptions en vigueur. **C'est satisfaisant.**

Respect de la prescription :  Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : Exercices de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	
Thème(s) : Risques accidentels Exercices de lutte contre l'incendie	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 22/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue :	
Prescription contrôlée : <p>Dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation, l'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie. Un tel exercice est réalisé au moins tous les ans.</p> <p>Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	
Constats : <p>Pour rappel, lors de l'inspection menée le 22 mars 2023, l'Inspection des Installations Classées avait constaté que, les actions correctives demandées par les pompiers de la plateforme suite à l'exercice POI réalisé en mai 2021 n'avaient pas toutes été mises en place par l'exploitant .</p> <p>Dans sa réponse formulée le 20 octobre 2023, l'exploitant a indiqué avoir mis en place une procédure pour baliser le site en cas d'accident et modifié son état des stocks (voir constat précédent). C'est satisfaisant.</p> <p>Un exercice POI sur un incendie localisé en zone des liquides inflammables s'est tenu le 25 janvier 2024. Un tel exercice devant se dérouler tous les 3 ans, la fréquence des exercices est conforme. Le compte-rendu de l'exercice a été vu en inspection et ne comporte que des remarques mineures de la part des pompiers de la plateforme à l'encontre de l'exploitant. C'est satisfaisant.</p> <p>Néanmoins, l'Inspection a signalé qu'un exercice de lutte contre l'incendie doit être organisé <u>chaque année</u> par l'exploitant, indépendamment de ses exercices POI qui se déroulent tous les 3 ans.</p>	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Demande d'action corrective n°3 : L'exploitant tiendra à jour un planning de réalisation annuel d'exercices de lutte contre l'incendie. L'exercice POI de 2024 étant porté sur cette thématique, il ne sera pas nécessaire d'en réaliser un cette année.</p>	
Respect de la prescription :	 Non Conforme
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande d'action corrective
Proposition de délais :	12 Mois

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 3.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet

Prescription contrôlée :

Article 3.2.2.

N° de conduit : 1

Installations raccordées : cheminées sortie réacteurs

Hauteur en m : 16

Diamètre en m : 0,25

Débit nominal Nm³/h sur gaz sec : < 5000

Vitesse mini d'éjection en m/s : 5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Un deuxième point de rejet collecte les sorties des 2 chaudières au gaz naturel de 0,6 MW non classées.

Constats :

L'Inspection a interrogé l'exploitant sur les mesures des rejets atmosphériques qu'il réalise sur le conduit d'évacuation des rejets atmosphériques liée à l'utilisation des réacteurs.

D'après lui, des mesures régulières sont réalisées sur les cheminées des 2 chaudières du site, mais pas aux niveau des rejets atmosphériques liés aux réacteurs. Ce n'est pas une situation satisfaisante.


Néanmoins, l'exploitant étant soumis au BREF WGC dont les conclusions sont parues en décembre 2022, ce dernier est en train de constituer son dossier de réexamen IED. Ainsi, lors de cette phase préparatoire, des mesures ont été réalisées par Socotech le 9 janvier 2024 sur la cheminée de sortie des réacteurs. Les résultats de cette intervention ont été vus en inspection et le rapport conclut que :

- Le débit moyen en sortie de cheminée est de 2200 Nm³/h. **C'est conforme ;**
- La vitesse d'extraction est de 5,18 m/s, **c'est conforme.**

Concernant les dimensions de la cheminée, **l'exploitant n'a pas pu assurer à l'Inspection des Installations Classées qu'elle correspond à son arrêté préfectoral.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 4 : L'exploitant devra justifier des caractéristiques physiques de sa cheminée en sortie de réacteurs et s'assurer que les dimensions sont conformes.

Respect de la prescription :		Non Conforme
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande d'action corrective	
Proposition de délais :	3	Mois

N° 9 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 3.2.3.

Thème(s) : Risques chroniques VLE

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en tonnes de produits finis :

- Point de rejet : 1. Cheminée sortie des réacteurs
- Paramètres : COV
- Valeurs limites (en moyenne annuelle) par tonne de produit fini : COV 15,3g/tproduite

Constats :

Les résultats des mesures réalisées sur la cheminée des réacteurs le 9 janvier 2024 par Socotech montre que la concentration moyenne journalière (moyenne de 3 essais) de COV est évaluée à 102 mg/Nm³ pour un flux moyen de 222 g/h.

Avec ces données, l'exploitant a estimé que les émissions de COV sont de 245 g/tonne produite/an soit 16 fois plus qu'autorisé (15,3 g/tonne produite/an). **Ce n'est pas une situation satisfaisante.**

Pour info, l'exploitant a estimé avoir une production de 20t/j.

L'exploitant s'interroge sur les résultats de Socotech, qui a réalisé 3 essais d'une durée de 8h chacun avec les résultats suivants pour les COV (à débit équivalent d'après les mesures) :

n° essai	Concentration (Nm ³ /h)	Flux massique (g/h)
1 : 00h - 8h00	8,71	18,32
2 : 8h01 - 16h00	10,18	22,40
3 : 16h01 - 23h59	288	626

Le 3ème essai fourni des résultats très différents des 2 premiers, sans explication notable.


Cette situation doit être clarifiée et l'exploitant doit mettre en place les mesures nécessaires pour retrouver une situation de conformité vis-à-vis de ses rejets en COV. Il est à noter qu'Ecoat est soumis au BREF WGC et l'exploitant a présenté ses avancées sur le sujet qui pourrait permettre d'agir notamment sur les rejets atmosphériques avec la mise en place des meilleures techniques disponibles.

Notons que le délai de remise de ce dossier est échu (remise avant le 6 décembre 2023). **Ce n'est pas satisfaisant. Ainsi l'exploitant transmet un dossier de réexamen IED sous 3 mois.** Passé ce nouveau délai, l'inspection proposera de faire usage des dispositions prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure / sanctions administratives);

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°5 : L'exploitant doit mettre en place les mesures nécessaires afin d'être conforme sur ses rejets atmosphériques.

Demande d'action corrective n°6 : L'exploitant fournira à l'Inspection des Installations Classées un dossier de réexamen IED (BREF principal : WGC).

Respect de la prescription :		Non Conforme
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande d'action corrective	
Proposition de délais :	3	Mois

N° 10 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques Nettoyage des installations

Prescription contrôlée :


L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Constats :

Lors de la visite sur site, l'Inspection a constaté que l'une des cuves utilisée, dans la zone A3 de stockage du produit fini, était particulièrement sale à l'extérieur (traces de coulures d'un liquide visqueux) et manquait d'entretien (arrachement de la tôle sur certaines parties avec mise à jour du calorifuge). **Ce n'est pas satisfaisant**, l'exploitant doit entretenir son matériel de stockage de produit afin d'éviter toute pollution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°7 : L'exploitant doit tenir propre ses installations, notamment en cas de débordement de produits dans les installations de stockage. Un nettoyage et une réparation de la cuve concernée sera réalisé au plus vite.

Respect de la prescription :  Non Conforme

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois